

MASTER DROIT PUBLIC

4 SEMESTRES - 120 ECTS



► Présentation

La 1^{ère} année de Master opère les mutualisations nécessaires à l'acquisition du socle des connaissances fondamentales requis pour la poursuite en 2^{ème} année de Master, toutes spécialités de la mention confondues. Le M1 intègre des cours spécialisés faisant référence aux thématiques des parcours de la mention. Il fournit des "passerelles" aux étudiants leur permettant d'intégrer l'un des parcours de la 2^{ème} année de la mention tout en garantissant une cohérence d'ensemble de la mention. A cette fin le Master Droit public est structuré sur la base d'une 1^{ère} année équilibrant les enseignements de droit public interne et de droit international et européen tout en intégrant de nombreux cours axés sur les interactions entre les deux domaines thématiques, l'offre de formation de **2^{ème} année** comportant **les parcours suivants**: - Droit public général et contentieux publics - Droit et politiques de défense et de sécurité nationale - Immobilier, construction, environnement et urbanisme - Droit public de l'économie - Droit de l'Union européenne - Droit de la mer et risque maritime - Justice pénale internationale - PCI (programme commun intégré)

Lille2 - Saarbrücken - Warwick. La mention de Master droit public est rattachée au laboratoire labellisé par le ministère "Centre de Recherche Droits et perspectives du Droit (CRD et PD)" EA 4487 et plus particulièrement à " l'Equipe d'Études et de Recherches en Droit Public" (ERDP).

► Objectifs

Pédagogiquement: la conception intégrée des enseignements de 1^{ère} et 2^{ème} année de Master permet aux étudiants de disposer d'un laps de temps nécessaire en M1 pour pouvoir choisir leur parcours en M2 et de disposer d'un réel éventail d'options professionnelles et scientifiques. **Scientifiquement et professionnellement**: la Mention permet de développer régulièrement des initiatives aux contenus pédagogiques extrêmement diversifiés qui permettent aux étudiants de prendre des contacts avec les milieux professionnels dès la 1^{ère} année de Master, tout en s'initiant et en perfectionnant leurs capacités d'analyse scientifique au travers d'exercices variés (rédaction de travaux, accueil de conférenciers, etc.). **En terme de connaissances**, la **mention Droit public** offre un ensemble d'enseignements concernant des activités s'exerçant tant dans le cadre national que dans des domaines qui impliquent une analyse frontalière et internationale. Cette perspective requiert la maîtrise d'éléments normatifs relevant tant du droit public interne que du droit international et du droit de l'Union européenne, ainsi que de la maîtrise des langues, dont particulièrement l'anglais.

► 7 parcours

- Droit public général et contentieux public
- Droit de la mer et risque maritime
- Droit de l'Union Européenne
- Justice pénale internationale
- Droit public de l'économie
- Droits et politiques de défense de la sécurité nationale
- Immobilier, construction, environnement et urbanisme

Insertion professionnelle

Métiers: Le diplôme permet d'accéder à l'ensemble des postes de cat. A et B des 3 fonctions publiques (Etat, Territoriale et Hospitalière), soit par voie du recrutement sur concours, soit par recrutement contractuel, etc...**Secteurs d'activités:** administrations économiques, entreprises de réseaux, cabinets d'avocats français ou étrangers, collectivités locales, magistratures, enseignant (secondaire et supérieur), lobbyiste, sociétés d'import / export, etc..

Poursuite d'études

La mention de Master droit public est rattachée au laboratoire labellisé par le ministère "Centre de Recherche Droits et perspectives du Droit CRD et PD", EA 4487 et plus particulièrement à " l'Equipe d'Etudes et de Recherches en Droit Public" (ERDP). Dans ce cadre, les étudiants peuvent s'inscrire en thèse et développer, également, une activité de recherche dans le cadre des axes thématiques du laboratoire.

▶ Stage

Facultatifs en Master 1ère année Obligatoires en Master 2ème année

▶ Contrôle des connaissances

La **première année** de Master Droit public s'obtient par la validation de 60 crédits ECTS: 30 ECTS au 1er semestre et 30 ECTS au deuxième semestre. La **deuxième année** s'obtient **dans le cadre de chaque parcours**, par la validation de 60 ECTS : **30 ECTS** au 3ème semestre et 30 ECTS au 4èmesemestre.

▶ Compétences acquises

Compétences communes à la mention: à l'issue du **M1** : être capable d'argumenter scientifiquement, d'intégrer une équipe de juristes dans une entreprise ou une institution, d'identifier les différents niveaux de processus décisionnels, de recueillir les données juridiques nécessaires au traitement du dossier, de préparer les montages juridiques et mettre en évidence leurs incidences financières.**Compétences spécifiques aux parcours-types:** à l'issue du **M2:** dans les différents parcours, les étudiants devront être capables de maîtriser les compétences suivantes :droit public de l'économie, droit de l'Union européenne, justice pénale internationale...

▶ Conditions d'accès

En formation **initiale:** licence de droit (ou équivalent).
En formation **continue** : après examen du dossier académique et professionnel par les responsables de la formation.

▶ Formalités d'inscription

Retrait de dossier de candidature en ligne sur le site de l'université.

Lieu de la formation

Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales 1, Place Déliot BP 629 59024 LILLE Cedex Tél. : 03 20 90 74 00 Fax : 03 20 90 74 03

parcours Droit public général et contentieux public

2 semestres - 120 ECTS

► Présentation

Ce parcours vise à dispenser aux étudiants qui s'y inscrivent une formation alliant approche théorique et pratique du droit et du contentieux publics en combinant des formations faites par des acteurs des mondes administratif et judiciaire et par des enseignants chercheurs de haut niveau impliqués dans des programmes de recherche nationaux et internationaux. Un juste équilibre a été trouvé entre le travail d'équipe tant pour le parcours "recherche" que pour le parcours "professionnel" et le travail personnel. Une attention particulière a été accordée à l'ouverture du parcours sur les mondes de la recherche et des professions administratives et judiciaires, ainsi qu'à la diversité des modes d'évaluation sur lesquels s'appuient les intervenants issus des deux univers et connaissant chacun l'univers des autres pour y participer ponctuellement. C'est cette double facette qui constitue le principal atout de cette formation qui conduit à ne pas déconnecter ces deux mondes parce que le droit est par définition en mouvement et que la compréhension et les anticipations de ce mouvement supposent une capacité de réflexion, de distanciation et de novation que seule permet la recherche. Master adossé au Centre de Recherches Droit et perspectives du droit (CRD&P) - Equipe de Recherche en Droit Public (ERDP)

► Objectifs

Former des juristes maniant les concepts comme les règles techniques du droit public, et notamment les procédures.

► Pré-requis

Pré-requis en droit public général et en contentieux public administratif et constitutionnel.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Perspectives croisées du droit et de l'histoire - Droit et contentieux constitutionnel approfondis - Droit administratif général approfondi - Droit des collectivités territoriales appliqué - Droit de l'homme et libertés fondamentales - Principes directeurs du procès - Droit administratif financier - Droit Constitutionnel comparé approfondi - Droit et contentieux de l'union européenne - Formation à la recherche : mémoire de recherche - Formation au mémoire de stage et conférence objectif stage - Méthodologie des épreuves écrites et orales

Semestre 2 :

- Parcours "Métier d'enseignant-chercheur"

1 choix parmi 3

- Un séminaire du parcours "Métier de magistrat & d'avocat" ou du Semestre 1 ou d'un autre Master.
- Parcours "Métier de magistrat et d'avocat" - Contentieux administratif général - Contentieux administratif spécialisé - droit des étrangers - Procédures d'urgence devant le juge administratif - Droit et contentieux fiscal approfondis

► Stage

Stage de 3 mois minimum (66 jours) à partir de mai OU rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche.

► Compétences acquises

Combiner approches théorique et pratique contentieuse, **traiter un dossier d'expertise et/ou un dossier contentieux seul ou en équipe**. Adopter face à tout dossier juridique une démarche conceptuelle, méthodologique et pratique. Participer à un **projet de recherche collective** en intégrant une équipe du laboratoire Droit et perspectives du droit (CRD&P) durant une période déterminée sur une thématique en rapport avec un ou plusieurs séminaires du M2 et établir un rapport intermédiaire de recherche qui sera présenté devant l'équipe et intégré aux travaux collectifs en fonction de sa qualité.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Magistrats ou Avocats dans le domaine du droit public - Conseil (cabinets de consulting, conseil juridique, cabinets de montage de projets de partenariats, etc. - Concours administratifs (fonction publique d'Etat et fonction publique territoriale) - Enseignant et chercheur en droit.

L'insertion dans la vie professionnelle administrative et judiciaire est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre Master 2 ou en doctorat. Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Grand oral de droit public (exposé discussion) à la fin du premier semestre.

parcours Droit de la mer et risque maritime

2 Semestres - 120 ECTS

► Présentation

Les risques inhérents aux activités maritimes sont multiformes. Ils s'inscrivent aussi bien dans la dimension internationale qu'européenne ou nationale. Ils concernent aussi bien les aspects du Droit public que ceux du Droit privé ou du Droit des affaires.

► Objectifs

L'objectif poursuivi est de former des généralistes aptes à s'adapter aux contraintes professionnelles des différents métiers du secteur des activités maritimes dans leurs dimensions juridiques.

► Pré-requis

Se renseigner

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Sécurité maritime I - Sécurité maritime II - Droit maritime I - Droit maritime II - Droit international de la mer I - Droit international de la mer II

Semestre 2 :

- Assurances maritimes I - Assurances maritimes II - Droit anglais des activités maritimes (cours dispensé en anglais) - Droit du littoral et protection de l'environnement - Pollution et océanologie - Droit portuaire

► Stage

Stage de 6 semaines minimum (30 jours).

► Compétences acquises

Etude d'activités s'exerçant dans le domaine international, européen ou national, prise en compte des approches de droit public, de droit privé, de droit des affaires des activités et professions concernées par le monde maritime. L'exigence de rédaction d'un mémoire de recherche vise :

- à rassurer les professionnels quant aux qualités d'adaptation et de rédaction du titulaire du diplôme, - à permettre à l'étudiant de prétendre à une inscription en thèse.

► Conditions d'accès

Ce parcours "Droit de la mer et risque maritime" concerne aussi bien les aspects de Droit public que de Droit privé que de Droit des affaires. Il est donc logiquement ouvert aux étudiants disposant d'un Master 1 de Droit public, de Droit privé ou de Droit des affaires.

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier.

Insertion professionnelle

Assurances maritimes, professions portuaires, sécurité maritime - entreprises de transport maritime et professions annexes (régionales ou nationales) - groupement d'armateurs ; chargeurs ; transport multimodal - service juridique des compagnies pétrolières, juristes portuaires - services de l'Administration relatifs à la protection de l'environnement - Secrétariat Général d'organismes professionnels (armateurs). L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Connaissance et maîtrise de la méthodologie de la recherche à travers la rédaction d'un mémoire.

parcours Droit de l'Union Européenne

2 semestres - 120 ECTS

► Présentation

Permettre aux étudiants de disposer de manière approfondie d'un socle de connaissances fondamentales en droit de l'Union européenne.

► Objectifs

L'objectif est de former des juristes capables de mobiliser des connaissances juridiques diversifiées pour occuper des emplois axés essentiellement sur trois types d'activités : gérer le contentieux dans une perspective européenne et internationale, concevoir et gérer des projets juridiques complexes de niveau européen et international, fournir une expertise juridique de dimension européenne et internationale.

Master adossé au **CRDP/ERDP (EA : 4487)**

► Pré-requis

Domaine des diplômes requis : Master droit privé ou droit public
Pré-requis indispensable : droit institutionnel de l'Union européenne
Pré-requis souhaités : droit du contentieux de l'Union européenne ; droit européen de la concurrence ; droit des libertés de circulation.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Le système institutionnel - La citoyenneté européenne - La protection juridictionnelle de l'Union de droit - Questions financières et budgétaires au sein de l'UE - Droit public européen de la concurrence et de la régulation - Droit européen de la consommation - Single market / companies and international relations - Droit européen des contrats publics - La défense commerciale de l'Union - Pratique des procédures de concurrence

Semestre 2 :

- La sécurité européenne des personnes - Terrorisme et droit pénal - La coopération judiciaire européenne - Contentieux européen de l'action administrative - Concours de procès simulé - Carrières européennes - Analyse scientifique d'une thématique transversale

► Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) ou mémoire.

► Compétences acquises

Compétences disciplinaires générales : Connaissance du droit de l'UE (institutionnel et matériel) ; apprentissage de la recherche documentaire appliquée à l'expertise contentieuse ; analyse d'une problématique juridique spécifique au moyen d'une démarche scientifique de recherche et d'une diffusion de leurs résultats.

Compétences techniques : Droit européen de la concurrence ; Droit des citoyens européens ; Droit européen de la consommation ; Droit de la défense commerciale européenne ; Droit européen des entreprises ; Droit européen des contrats publics et privés ; Droit financier, budgétaire et fiscal de l'UE ; Espace judiciaire européen ; Contentieux européen de l'action administrative ; Terrorisme et droit pénal ; Droit européen des pratiques commerciales déloyales. Carrières européennes.

Compétences comportementales : Aptitude au management juridique ; Présentation écrite (mémoire, rapport) et orale (plaidoirie) d'une argumentation juridique construite dans la perspective d'une analyse contradictoire ; Maîtrise de l'anglais juridique ; Outils informatiques.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Administrateur d'organisations internationales et européennes - Juriste droit européen des affaires - Juriste praticien du droit européen - Lobbyiste européen - Conseiller en organisation d'entreprises européennes - Consultant bilingue en affaires européennes - Avocat spécialisé en droit européen - Magistrat Fonctionnaire (Catégorie A) spécialisé en droit européen (fonction publique nationale et territoriale) - Formateur expérimenté en droit européen - Enseignant (enseignement secondaire et supérieur).

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche OU Stage

parcours Justice pénale internationale

2 semestres - 120 ECTS

► Présentation

La justice pénale internationale connaît un essor sans précédent depuis une vingtaine d'années. Son développement oblige les Etats à mettre en place des instruments juridiques pour lutter contre l'impunité des auteurs présumés des crimes les plus graves (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre).

► Objectifs

Ce Master 2 vise à former des personnes appelées à travailler dans le secteur du droit international pénal : cadres maîtrisant les connaissances théoriques et pratiques liées à la décision dans ce domaine, et pouvant exercer leur profession aux plans national comme international ; ou chercheurs souhaitant préparer un doctorat en droit international.

► Pré-requis

Diplômes privilégiés : Master 1 en droit public avec une formation en droit international public ou Master 1 en droit pénal.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Formation à la recherche : mémoire de stage ou de recherche - Méthodologie des épreuves orales et entretiens professionnels : techniques de communication - Anglais juridique
- Droit international pénal approfondi 1 - Droit international pénal approfondi 2 - Juridictions pénales internationales - Droit international humanitaire - Droit et pratique des procédures pénales

Semestre 2 :

- Droit des conflits armés et des crises internationales
- Relations internationales et justice pénale internationale - Contentieux de la Cour pénale internationale - Régime et pratique des droits de la défense - Séminaire méthodologie et culture générale

► Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) ou mémoire de recherche.

► Compétences acquises

Connaissance et maîtrise du droit international pénal procédural et matériel en vue d'analyser des affaires et situations relevant de la compétence potentielle de juridictions pénales internationales :

- connaissance des acteurs (Etats, ONG, OI, réseaux), de l'environnement international (géopolitique) et du droit international applicable (droit du recours à la force, droits de l'homme et droit international humanitaire) en vue de produire des rapports sur les origines d'une crise internationale et les perspectives d'engagement de la responsabilité pénale internationale des auteurs d'atrocités éventuelles ;
- connaissance et maîtrise des droits de la défense (régimes et pratiques en vigueur devant les juridictions internationales) et du contentieux international (régime applicable, évolution de la jurisprudence) en vue de produire des consultations recherchées par les avocats mandatés dans une affaire internationale ou par les services juridiques des juridictions pénales internationales ;
- connaissance et maîtrise de la procédure pénale française en vue de produire des consultations juridiques sur les enquêtes et poursuites pouvant être menées en France ;
- connaissance et maîtrise de la méthodologie de la recherche en vue, à la suite d'une première expérience de mémoire de recherche, de prétendre à un doctorat en droit public sur un sujet de droit international public.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Conseil juridique à la Cour pénale internationale ou dans une autre juridiction internationale - Conseiller juridique dans une institution française (Ministère, Pôle des crimes contre l'humanité du TGI de Paris, etc) ou étrangère équivalente - Chargé de mission dans une ONG - Avocat - Doctorant contractuel, Maître de conférence, Professeur d'université.

Le débouché naturel de la formation est double : soit une insertion directe dans la vie professionnelle, soit la poursuite d'études dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche OU Stage + rapport de stage Exposé-discussion devant jury.

parcours Droit public de l'économie

2 Semestres - 120 ECTS

► Présentation

Le M2 Droit public de l'économie existe depuis près de 10 ans et est rattaché à la mention droit public. Affilié à l'ERDP, il comprend dans son équipe pédagogique des enseignants et des professionnels dans les secteurs concernés par les rapports entre l'économie et le droit public (avocats/chargés de missions/conseillers/Directeurs de services...)

► Objectifs

Former des cadres maîtrisant les multiples relations engendrées par les rapports entre les entreprises et les activités publiques (contrats publics, financement, autorisation administrative au titre de l'urbanisme, de l'environnement, de la publicité, de l'occupation du domaine public...). Aussi, la formation est aussi ciblée pour les futurs avocats en charge de dossiers mettant aux prises les activités publiques et les entreprises (contrat, urbanisme, autorisation administrative...).

► Pré-requis

Domaine des diplômes requis : Master droit public/AES et administration publique. Matières : droit public matériel (contrats/domaine public/fonction publique...)

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Réglementation économique interne - Les sociétés du secteur public - Entreprises et contrats publics - Entreprises de réseaux - Entreprises et collectivités locales - Droit public européen de la concurrence et de la régulation - Pratique des procédures de concurrence - Droit européen des contrats publics - Contrats électroniques - Single market / companies and international relations - La défense commerciale de l'Union

Semestre 2 :

- Concours de procès simulé - Ouverture et réseaux professionnels - Financement public des projets

1 choix parmi 3

- Stratégie des Ressources Humaines - Droit de l'urbanisme - Droit des marchés publics de la défense

► Stage

Stage de 2 mois minimum à partir d'avril (44 jours) ou mémoire de recherche

► Compétences acquises

Elaborer et maîtriser un dossier de financement public - Maîtriser un dossier de contrat public (négociation, veille juridique, audit, ingénierie...) - Elaborer et mettre en oeuvre un projet d'urbanisme pour une collectivité locale - Maîtriser un dossier d'autorisation administrative pour une entreprise (environnement, publicité, occupation du domaine public...) - Maîtriser un dossier de contentieux mettant aux prises les entreprises et les administrations.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Chargé de mission dans une collectivité publique (attaché territorial) ayant une mission globale ou des missions spécialisées (responsable des marchés publics, des transports publics, du financement de projets...) Chargé de projet en entreprises privées (entreprise de réseaux par exemple) pour mise en place de structures (transport d'énergie, transports...)

Avocats en droit public

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche OU Stage + rapport de stage.

parcours Droits et politiques de défense de la sécurité nationale

2 semestres - 120 ECTS

► Présentation

Former des cadres dans le domaine de la défense nationale et de la sécurité intérieure tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

► Objectifs

Master adossé au **CRDP/ERDP (EA : 4487)**

► Pré-requis

Se renseigner

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Stratégie - Intelligence économique et nouveaux risques du XXI^e siècle - Environnement international et européen de la défense - Organisation constitutionnelle et administrative de la défense - Histoire des relations internationales depuis 2001
- Sécurité économique - Terrorisme et droit pénal
- Sécurité, défense, information et désinformation
- Sécurité civile - Droit de la sécurité nationale
- Méthodologie de la recherche : mémoire de stage ou de recherche - Méthodologie des épreuves écrites et orales

Semestre 2 :

- Droit des marchés publics de la défense - Droits des conflits armés et des crises - Condition juridique des personnels militaires - Droit des armes
- Sécurité intérieure et maintien de l'ordre - Libertés, collectivités publiques et sécurité intérieure - Justice et sécurité intérieure - Sécurité européenne des personnes - Connaissance du milieu de la défense et de la sécurité (visite de sites, stage **IHEDN** ou **INHESJ** et conférences...)

► Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) à partir d'avril avec soutenance d'un rapport de stage ou rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche.

► Compétences acquises

Connaissances approfondies dans les domaines de la défense nationale et de la sécurité intérieure / capacités d'analyse, de réflexion, de rédaction et de présentation dans des situations, parfois extrêmes.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 (droit public ; droit privé, sciences politiques, droit du numérique...) ou équivalent.

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Commissaire de police / lieutenant de police / officier de gendarmerie / Officier des armes / cadres de la sécurité intérieure / fonction publique territoriale / cadre dans les activités privées de défense et de sécurité / **ONG** / **OIG** / concours de la fonction publique / avocat / enseignant-chercheur.

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'étude possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux (grand écrit de 5 heures + grand oral-discussion) et/notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières et selon des modalités d'évaluations déterminées par chaque responsable de séminaire. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche OU Stage + soutenance d'un rapport de stage.

parcours Immobilier, construction, environnement et urbanisme

4 SEMESTRES - 120 ECTS

► Présentation

Le Master Droit public - Parcours Immobilier, Construction, Urbanisme et Environnement se veut transversale, concourant à l'acquisition de connaissances juridiques, économiques, financières, techniques et écologiques dans les domaines concernés.

Ce master offre des débouchés professionnels solides, notamment grâce à la qualité et le dynamisme de l'équipe enseignante reposant sur un réseau solide, mais non formalisé, mis en place avec les enseignants professionnels.

► Objectifs

Former des juristes spécialisés dans le domaine de l'aménagement, de la construction et de l'urbanisme, capables dans la conception de projets d'intégrer tant la composante économique et financière qu'environnementale.

► Pré-requis

Titulaire d'un master 1 ou équivalent, profils divers (droit, AES, IEP, géographie ou d'architecture).

► Principales matières enseignées

SEMESTRE 1 : Droit de l'urbanisme, Propriété immobilière, Normes et développement durable, Droit institutionnel et matériel de l'environnement, Droit de l'eau, Contentieux du droit des sols, Actualité de l'urbanisme (jurisprudence foncière) et de l'environnement (interactions entre le droit des contrats publics et le droit de l'environnement), Eco construction et protection juridique de l'environnement, Bail commercial et spécificités environnementales, Découverte des métiers de l'immobilier, de l'urbanisme de la construction et de l'environnement, Formation à la recherche : mémoire de stage ou de recherche, Méthodologie des épreuves écrites et orales.

SEMESTRE 2 : Diagnostics immobiliers et audits environnementaux, Interactions Droit des contrats et Droit de l'environnement, Spécialité Environnement avec le Droit des installations classées, Droit international et communautaire de l'environnement, Financements publics et fiscalité de l'environnement, Contentieux administratif et environnement, Spécialité Immobilière avec Economie, Fiscalité et financement immobiliers, Assurance construction, Expertise foncière, Marchés privés de travaux

relevant de la commande publique. Cas pratiques sur dossiers réels : Architecture, Aménagement du territoire et Promotion immobilière. Financiarisation de l'immobilier et informatisation des systèmes de management de la propriété (cours en anglais). Stage ou mémoire de recherche.

► Stage

Stage de 10 semaines minimum ou mémoire de recherche.

Rythme de l'alternance : cours dispensés à partir de 17h30 du lundi au jeudi, le vendredi toute la journée et le samedi matin.

► Compétences acquises

Connaissance et maîtrise, théorique et pratique, des droits de l'urbanisme, de l'immobilier, de la construction, de l'environnement et du développement durable.

► Conditions d'accès

Etre titulaire d'un master 1 ou équivalent avec profils divers (AES-IEP-DROIT-GEOGRAPHIE-ARCHITECTURE)

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université.

Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Secteurs d'activités : Fonction publique territoriale, services juridiques et immobiliers de sociétés publiques, parapubliques et privées, promotion immobilière, cabinets d'avocats spécialisés.

Emplois : Juristes, développeurs d'affaires spécialisés dans le domaine de l'aménagement, de l'immobilier, du montage d'opération de construction et de l'urbanisme, directeur adjoint d'un service urbanisme d'une collectivité, chargé de mission, attaché foncier, responsable commercialisation de programmes immobiliers, cadre du logement social, administrateur de bien, avocat spécialisé

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation, On peut poursuivre dans un autre master 2 ou un doctorat. Possibilité également de compléter sa formation avec un DU.